

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 6 décembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en fonction de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité", a donné le 10 décembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 december 1999 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit", heeft op 10 december 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Dans la demande d'avis, l'urgence est motivée comme suit :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit uitsluitend tot doel heeft de richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad om te zetten in intern recht, ...".

L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur le fait qu'en vertu de l'article 84, alinéa 1er, 2°, précité, la motivation de l'urgence qui figure dans la demande d'avis et celle reprise dans le préambule de l'acte réglementaire doivent coïncider (1).

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat s'est limité aux observations ci-après.

(1) En l'espèce, les motifs invoqués se complètent mutuellement. Ils doivent figurer ensemble dans le préambule de l'arrêté qui sera, une fois adapté, publié au Moniteur belge.

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'arrêté en projet entend puiser son fondement légal dans l'article 122 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, dont le paragraphe 1er est rédigé comme suit :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, avant le 31 décembre 1999 supprimer, compléter, modifier ou remplacer les dispositions de la présente loi afin de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui, en matière de reconnaissance mutuelle des agréments d'appareils terminaux de télécommunications, fourniture de réseaux ouverts et de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications et des terminaux, résultent des règlements et directives en vigueur de la Communauté européenne.".

L'habilitation que cette disposition confère au Roi est toutefois limitée aux "mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui, en matière de reconnaissance mutuelle des agréments d'appareils terminaux de télécommunications, fourniture de réseaux ouverts et de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications et des terminaux, résultent des règlements et directives en vigueur de la Communauté européenne".

La directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil, du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, que le projet entend transposer vise à établir un cadre réglementaire pour la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en

.../...

service, non seulement des équipements terminaux de télécommunications mais également des équipements hertziens.

La directive donne à l'article 2, b), une nouvelle définition de l'équipement terminal de télécommunications, à savoir :

"un produit permettant la communication, ou un composant pertinent d'un produit, destiné à être connecté directement ou indirectement par un quelconque moyen à des interfaces de réseaux publics de télécommunications (à savoir des réseaux de télécommunications servant entièrement ou en partie à la fourniture de services de télécommunications accessibles au public).".

Cette définition est, comme l'indique le rapport au Roi, à la fois plus concise et plus précise que celle figurant dans les précédentes directives et que celle reprise à l'article 68, 7°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Les éléments essentiels de la définition de l'article 68, 7°, précité, à savoir qu'il s'agit d'équipements permettant la communication et qui sont destinés à être connectés à des réseaux publics de télécommunications, subsistent néanmoins.

Par contre, la définition que la directive donne, à l'article 2, c), de l'"équipement hertzien", à savoir :

"un produit, ou un composant pertinent d'un produit, qui permet de communiquer par l'émission et/ou la réception d'ondes hertziennes en utilisant le spectre

.../...

attribué aux communications radio terrestres ou spatiales;"

couvre tant ceux de ces équipements terminaux de télécommunications qui utilisent des ondes hertziennes, que les équipements qui utilisent ces ondes sans être pour autant des équipements terminaux de télécommunications, car n'étant pas destinés à être raccordés à des réseaux publics de télécommunications.

Le champ d'application de la directive à transposer excède donc les équipements terminaux de télécommunications, au sens de l'article 68, 7°, précité, de la loi du 21 mars 1991. Il s'ensuit que le Roi ne peut s'autoriser de l'article 122 de la loi du 21 mars 1991 pour supprimer, compléter et modifier les dispositions de cette même loi en vue d'y prévoir des mesures qui, bien que nécessaires à la transposition de la directive 1999/5/CE précitée, ne s'appliquent pas exclusivement à des équipements répondant à la définition de l'article 68, 7°, de la loi.

Contrairement à ce qu'a soutenu le fonctionnaire délégué, la directive 1999/5/CE ne peut pas non plus être considérée comme une directive prise en matière de "libre concurrence sur le marché des services de télécommunications" et n'entre donc pas davantage, à ce titre, dans les prévisions de l'article 122 de la loi précitée.

En effet, même si le marché des services de télécommunications et celui des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications sont étroitement liés, le marché réglementé par la directive 1999/5/CE est un marché de produits et non de services.

.../...

2. En outre, les équipements hertziens au sens de la directive 1999/5/CE font l'objet, en droit interne, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

L'article 7 de cette loi prévoit qu'

"aucun appareil émetteur ou émetteur-récepteur de radiocommunications ne peut être utilisé, mis en vente ou en location si un exemplaire n'a pas été agréé par l'Institut comme satisfaisant aux prescriptions techniques fixées par le Ministre."

Or, la directive tend précisément à supprimer tout agrément préalable des équipements de télécommunications, au profit de procédures de déclaration de conformité.

Ainsi que l'a admis le fonctionnaire délégué, une transposition complète de la directive implique une modification de la loi du 30 juillet 1979 précitée. Un avant-projet de loi en ce sens serait d'ailleurs en préparation.

Le présent projet, en tant qu'il autorise sans agrément préalable la mise sur le marché et le raccordement aux réseaux publics de télécommunications des équipements terminaux de télécommunications, en ce compris les équipements hertziens, modifie déjà implicitement la loi du 30 juillet 1979.

Or, l'article 122 de la loi du 21 mars 1991 autorise seulement le Roi à supprimer, compléter, modifier ou remplacer les dispositions de ladite loi du 21 mars 1991, mais ne l'autorise pas à déroger à d'autres dispositions légales, telles que la loi du 30 juillet 1979.

.../...

3. Certaines dispositions du projet excèdent l'habilitation légale pour une autre raison.

Ainsi l'article 11 qui tend à insérer un article 109quinquies dans la loi du 21 mars 1991, instaure de nouvelles sanctions pour les infractions aux dispositions prévues par ou en vertu de cette loi.

Il prévoit ainsi l'imposition d'une amende administrative de 5.000 francs à 1.000.000 francs par appareil commercialisé ou utilisé qui ne serait pas conforme aux prescriptions légales ou réglementaires.

L'article 12 du projet prévoit la confiscation pénale de ces mêmes appareils.

A défaut d'y avoir été habilité expressément, le Roi ne peut prévoir que les infractions aux dispositions qu'Il arrête seront punies d'autres sanctions, administratives ou pénales, que celles prévues par la loi.

Au surplus, il n'apparaît pas que de telles sanctions puissent être considérées comme des mesures nécessaires à la transposition de la directive 1999/5/CE, dès lors que la loi du 21 mars 1991 prévoit déjà des sanctions pouvant être appliquées aux infractions aux dispositions que le présent projet tend à insérer dans la loi.

La conclusion qui se dégage de ces trois premières observations est qu'il y a lieu d'inscrire les dispositions du projet d'arrêté soumis à l'examen de la

.../...

section de législation dans un projet de loi afin d'assurer la transposition complète de la directive précitée, ce qui suppose une modification tant de la loi du 31 juillet 1979 que de celle du 21 mars 1991.

C'est sous réserve de cette conclusion que la section de législation formule les observations générales et particulières qui suivent.

4. Il convient de rédiger le texte en projet de manière à respecter, autant que possible, la terminologie exacte de la directive 1999/5/CE.

C'est ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple, qu'à l'article 94 en projet, remplacé par l'article 7 du projet, la rédaction du 2°, c), ne correspond pas à celle utilisée à l'article 3, § 3, c), de la directive. Cette dernière utilise en effet les mots "protection des données à caractère personnel et de la vie privée des utilisateurs et des abonnés", alors que le texte en projet utilise les mots "protection de la vie privée des utilisateurs et des abonnés".

Par ailleurs, en vue de la transposition de la directive précitée, il convient d'utiliser sa version française pour rédiger la version française du projet. De nombreuses discordances s'expliquent en effet par le fait que le texte de la version néerlandaise du projet a été traduit en français sans tenir compte de la terminologie utilisée dans la version française de la directive.

.../...

A titre purement indicatif, l'on relève notamment les discordances suivantes, trouvant leur origine dans ce procédé incorrect :

- à l'article 94, 1°, a), in fine, en projet, les mots "la limite de tension" sont utilisés à la place des mots "le seuil inférieur de tension" qui figurent dans la version française de la directive, alors que le texte néerlandais utilise correctement le terme "spanningsgrens" qui figure dans la version néerlandaise de la directive (article 3, § 1er, a));
- à l'article 94, 2°, b), en projet, les mots "détériorant inacceptablement le réseau" sont utilisés à la place des mots "une détérioration inacceptable du service" qui figurent dans la version française de la directive, alors que le texte néerlandais utilise correctement l'expression "een onaanvaardbare achteruitgang van de dienst" qui figure dans la version néerlandaise de la directive (article 3, § 3, b));
- à l'article 94, 2°, f), en projet, les mots "utilisateurs ayant un handicap" sont utilisés à la place des mots "personnes handicapées" qui figurent dans la version française de la directive, alors que le texte néerlandais utilise correctement l'expression "gebruikers met een handicap" qui figure dans la version néerlandaise de la directive (article 3, § 3, f)).

.../...

5. Certaines dispositions en projet font référence à des directives européennes, comme par exemple l'article 94, 1°, a), en projet, qui renvoie à la directive 73/23/CEE du Conseil, du 19 février 1973, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Au lieu de citer la directive, il convient de renvoyer, de manière générique, à la réglementation applicable en droit belge qui résulte de sa transposition, sans préciser quelle est la norme qui assure cette transposition. Dans le cas d'espèce on citera par exemple "la réglementation relative aux garanties de sécurité que doit présenter le matériel électrique".

En effet, en l'occurrence, il n'y a pas lieu d'identifier précisément, avec sa date et son intitulé, l'arrêté qui transpose en droit interne la directive concernée (1). Le texte en projet est en effet appelé à avoir valeur législative, or les règles de la légistique s'opposent à ce qu'un texte législatif renvoie à une norme de rang inférieur.

(1) Procédé dont il est notamment fait usage à l'article 5, § 1er, 1°, de l'arrêté royal du 10 novembre 1996 relatif à l'agrément d'appareils terminaux de télécommunications, qui renvoie à l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques.

6. Lorsque sont citées les modifications antérieurement apportées à une disposition, il convient d'indiquer leur nature exacte ainsi que d'omettre celles qui sont devenues sans objet. Le texte en projet ne se conforme pas à cet usage.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 4

L'article 92quater en projet impose la publication de spécifications techniques des interfaces aux "opérateurs et exploitants de services de télécommunications", alors que l'article 4, paragraphe 2, de la directive 1999/5/CE restreint cette obligation aux seuls "exploitants de réseaux publics de télécommunications".

Selon le fonctionnaire délégué, la directive a ainsi voulu viser toutes les personnes fournissant des services sur les réseaux publics de télécommunications, puisque l'objectif de la publication de ces spécifications est de "permettre la conception des équipements terminaux de télécommunications capables d'utiliser tous les services fournis par l'interface correspondante". Cela n'aurait donc aucun sens de publier les spécifications des interfaces des réseaux si les interfaces de tous les services offerts sur ce réseau, en ce compris ceux des services fournis par des personnes autres que les opérateurs de réseau, n'étaient pas également publiées.

.../...

Devant l'ambiguïté du texte de la directive, il conviendrait de s'assurer auprès des services de la Commission que le texte en projet est bien conforme à la directive.

Si l'interprétation du fonctionnaire délégué devait se confirmer, il y aura lieu de toute façon de préciser que cette obligation de publication ne vaut que pour les services offerts sur les réseaux publics de télécommunications.

Article 6

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation n'a pas pu déterminer avec certitude si cette disposition est bien compatible avec l'article 9, paragraphe 5, de la directive 1999/5/CE, cette disposition de droit communautaire étant susceptible de diverses interprétations.

Dans ce cas également, il serait souhaitable que l'auteur du projet s'informe auprès des services de la Commission de l'interprétation qu'il y a lieu de lui donner et adapte, le cas échéant, la disposition examinée en conséquence.

Article 13

Dans l'article 121, en projet, il est fait référence à l'arrêté royal du 10 novembre 1996 relatif à l'agrément d'appareils terminaux de télécommunications et à

.../...

l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radio-communications privées. L'arrêté royal du 10 novembre 1996 précité est cité, dans le paragraphe 1er, 1°, avec la modification qui lui a été apportée. L'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 est, quant à lui, cité avec certaines de ses modifications.

Faire référence à un texte en citant les modifications subies par cette disposition a pour effet de figer celui-ci dans sa version telle qu'elle est modifiée. Si telle n'était pas la volonté de l'auteur du texte en projet, il conviendrait d'omettre la mention de ces modifications.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In de adviesaanvraag luidt de motivering als volgt :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit uitsluitend tot doel heeft de richtlijn 1999/5/EG van het Europees parlement en de Raad om te zetten in intern recht, ...".

De steller van het ontwerp wordt erop opmerkzaam gemaakt dat krachtens het voormelde artikel 84, eerste lid, 2°, de motivering van het spoedeisende karakter die in de adviesaanvraag wordt vermeld en die welke in de aanhef van de verordening is opgenomen, moeten overeenstemmen met elkaar (1).

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, heeft deze zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

(1) In dit geval vullen de aangevoerde motieven elkaar aan. Ze moeten samen worden opgenomen in de aanhef van het besluit dat, eenmaal aangepast, zal worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontworpen besluit geeft voor zijn rechtsgrond te ontleen aan artikel 122 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, waarvan paragraaf 1 als volgt luidt :

"De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, vóór 31 december 1999, de bepalingen van deze wet opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen teneinde de vereiste maatregelen te nemen ter uitvoering van de verplichtingen die, inzake de wederzijdse erkenning van de eindapparatuur voor telecommunicatie, inzake open network provision, inzake vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en de eindapparatuur, voortvloeien uit de van kracht zijnde verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap."

De machtiging die deze bepaling aan de Koning verleent is evenwel beperkt tot de "vereiste maatregelen (...) ter uitvoering van de verplichtingen die, inzake wederzijdse erkenning van de eindapparatuur voor telecommunicatie, inzake open network provision, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en de eindapparatuur, voortvloeien uit de van kracht zijnde verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap".

Richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit, waarvan het ontwerp de omzetting beoogt, strekt ertoe een regelgevingskader vast te stellen voor het in de handel brengen, het vrij verkeer en de inwerkingstelling, niet alleen van eindapparatuur voor telecommunicatie, maar tevens van radioapparatuur.

.../...

De richtlijn geeft in artikel 2, b), een nieuwe definitie van telecommunicatie-eindapparatuur, te weten :

"een product dat communicatie mogelijk maakt, of een relevant onderdeel daarvan, dat bedoeld is voor directe of indirecte aansluiting op welke wijze ook op interfaces van openbare telecommunicatienetten (d.w.z. telecommunicatienetten die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor het verstrekken van algemeen beschikbare telecommunicatiediensten).".

Deze definitie is, zoals in het verslag aan de Koning wordt vermeld, zowel beknopter als duidelijker dan die welke in de vorige richtlijnen is opgenomen en die welke is opgenomen in artikel 68, 7°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De kernpunten van de definitie in het voormelde artikel 68, 7°, te weten dat het gaat om apparatuur die communicatie mogelijk maakt en bestemd is om te worden aangesloten op openbare telecommunicatienetten, blijven er niettemin in opgenomen.

De definitie van "radioapparatuur" daarentegen die wordt gegeven in artikel 2, c), van de richtlijn, te weten

"een product of een relevant onderdeel daarvan dat geschikt is voor telecommunicatie door uitzending en/of ontvangst van radiogolven waarbij gebruik wordt gemaakt van het aan aarde/ruimtecommunicatie toegewezen spectrum;"

geldt zowel voor de eindapparatuur voor telecommunicatie die radiogolven gebruikt als voor de apparatuur die gebruik maakt van deze golven zonder daarom eindapparatuur voor telecommunicatie te zijn, daar ze niet bestemd is om te worden aangesloten op openbare telecommunicatienetten.

.../...

De werkingssfeer van de om te zetten richtlijn gaat dus verder dan de eindapparatuur voor telecommunicatie, in de zin van het voormelde artikel 68, 7°, van de wet van 21 maart 1991. Daaruit volgt dat de Koning zich niet kan beroepen op artikel 122 van de wet van 21 maart 1991 om de bepalingen van diezelfde wet op te heffen, aan te vullen en te wijzigen teneinde er maatregelen in op te nemen die, hoewel ze noodzakelijk zijn voor de omzetting van de voormelde richtlijn 1999/5/EG, niet uitsluitend van toepassing zijn op apparatuur die overeenstemt met de definitie van artikel 68, 7°, van de wet.

In tegenstelling tot hetgeen de gemachtigde ambtenaar heeft betoogd, mag richtlijn 1999/5/EG ook niet worden beschouwd als een richtlijn inzake "de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten" en is ze in dat opzicht evenmin in overeenstemming met artikel 122 van de voormelde wet.

Hoewel de markt voor telecommunicatiediensten en die voor radioapparatuur en eindapparatuur voor telecommunicatie nauw met elkaar samenhangen, is de markt die bij richtlijn 1999/5/EG wordt geregeld immers een markt van producten en niet van diensten.

2. Bovendien is de radioapparatuur in de zin van richtlijn 1999/5/EG, in het interne recht, aan de orde in de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving.

.../...

Artikel 7 van die wet bepaalt het volgende :

"Geen zendtoestel of zend-ontvangtoestel voor radioverbinding mag worden gebruikt of te koop of te huur aangeboden wanneer een exemplaar ervan niet door het Instituut is goedgekeurd als beantwoordend aan de technische voorschriften vastgesteld door de minister.".

De richtlijn strekt er evenwel juist toe elke voorafgaande erkenning van de telecommunicatieapparatuur af te schaffen, ten voordele van overeenstemmingsbeoordelings-procedures.

De gemachtigde ambtenaar heeft toegegeven dat een volledige omzetting van de richtlijn een wijziging van de voormelde wet van 30 juli 1979 impliceert. Een voorontwerp van wet in die zin zou trouwens in voorbereiding zijn.

In zoverre het onderhavige ontwerp toestaat dat eindapparatuur voor telecommunicatie, met inbegrip van radioapparatuur, zonder voorafgaande erkenning in de handel wordt gebracht en wordt aangesloten op de openbare telecommunicatienetten, wijzigt het reeds impliciet de wet van 30 juli 1979.

Artikel 122 van de wet van 21 maart 1991 machtigt de Koning evenwel alleen om de bepalingen van de genoemde wet van 21 maart 1991 op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen, doch machtigt Hem niet om af te wijken van andere wetsbepalingen, zoals de wet van 30 juli 1979.

.../...

3. Een aantal bepalingen van het ontwerp gaan om een andere reden de wettelijke machtiging te buiten.

Zo voert artikel 11, dat ertoe strekt een artikel 109quinquies in te voegen in de wet van 21 maart 1991, nieuwe straffen in voor overtredingen van de bepalingen voorgeschreven bij of krachtens die wet.

Artikel 11 voorziet aldus in het opleggen van een administratieve boete van 5.000 frank tot 1.000.000 frank per gecommercialiseerd of gebruikt apparaat dat niet conform de wettelijke of bestuursrechtelijke voorschriften is.

Artikel 12 van het ontwerp voorziet in strafrechtelijke verbeurdverklaring van diezelfde apparaten.

Aangezien de Koning daartoe niet uitdrukkelijk gemachtigd is, kan Hij niet voorschrijven dat overtredingen van de bepalingen die Hij vaststelt, gestraft worden met andere straffen, administratieve of strafrechtelijke, dan die welke de wet stelt.

Voorts blijkt niet dat zulke straffen beschouwd kunnen worden als maatregelen noodzakelijk voor de omzetting van richtlijn 1999/5/EG, daar de wet van 21 maart 1991 reeds straffen voorschrijft die kunnen worden toegepast op overtredingen van de bepalingen die het onderhavige ontwerp beoogt in te voegen in de wet.

.../...

Uit die eerste drie opmerkingen kan worden geconcludeerd dat de om advies aan de afdeling wetgeving voorgelegde bepalingen van het ontwerp-besluit dienen te worden ingepast in een ontwerp van wet, met het oog op de volledige omzetting van de voornoemde richtlijn, wat een wijziging veronderstelt zowel van de wet van 31 juli 1979 als van de wet van 21 maart 1991.

Onder voorbehoud van die conclusie maakt de afdeling wetgeving de volgende algemene en bijzondere opmerkingen.

4. De ontworpen tekst moet worden geredigeerd met inachtneming, zoveel als mogelijk, van de exacte terminologie van richtlijn 1999/5/EG.

Hiervan een enkel voorbeeld ter illustratie : de tekst van het ontworpen artikel 94, 2°, c), vervangen bij artikel 7 van het ontwerp, stemt niet overeen met die welke in artikel 3, lid 3, c), van de richtlijn wordt gebezigd. In de richtlijn komen immers de woorden "om de persoonsgegevens en de persoonlijke levenssfeer van de gebruiker en de abonnee te beschermen" voor, terwijl in de ontworpen tekst de woorden "de bescherming van de privacy van de gebruiker en de abonnee" worden gebruikt.

Met het oog op de omzetting van de voornoemde richtlijn behoort bovendien de Franse lezing ervan te worden gebruikt voor de redactie van de Franse versie van het ontwerp. Tal van discrepanties kunnen immers worden verklaard door het feit dat de Nederlandse tekst van het

.../...

ontwerp in het Frans is vertaald, zonder dat rekening is gehouden met de terminologie welke wordt gebezigd in de Franse versie van de richtlijn.

Louter bij wijze van voorbeeld kan onder meer op de volgende discrepanties worden gewezen, die alle te wijten zijn aan die ondeugdelijke werkwijze :

- in de Franse lezing van het ontworpen artikel 94, 1°, a), in fine, worden de woorden "la limite de tension" gebruikt in plaats van de woorden "le seuil inférieur de tension", die voorkomen in de Franse versie van de richtlijn, terwijl in de Nederlandse tekst de correcte term "spanningsgrens" wordt gebruikt, die voorkomt in de Nederlandse versie van de richtlijn (artikel 3, lid 1, a));
- in de Franse lezing van het ontworpen artikel 94, 2°, b), worden de woorden "détériorant inacceptablement le réseau" gebruikt in plaats van de woorden "une détérioration inacceptable du service", die voorkomen in de Franse versie van de richtlijn, terwijl in de Nederlandse tekst de correcte uitdrukking "een onaanvaardbare achteruitgang van de dienst" wordt gebruikt, die voorkomt in de Nederlandse versie van de richtlijn (artikel 3, lid 3, b));
- in de Franse lezing van het ontworpen artikel 94, 2°, f), worden de woorden "utilisateurs ayant un handicap" gebruikt in plaats van de woorden "personnes handicapées", die voorkomen in de Franse versie van de

.../...

richtlijn, terwijl in de Nederlandse tekst de correcte uitdrukking "gebruikers met een handicap" wordt gebruikt, die voorkomt in de Nederlandse versie van de richtlijn (artikel 3, lid 3, f)).

5. Sommige ontworpen bepalingen verwijzen naar Europese richtlijnen, bij voorbeeld het ontworpen artikel 94, 1°, a), waarin verwezen wordt naar richtlijn 73/23/EEG van de Raad van 19 februari 1973 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke voorschriften der lidstaten inzake elektrisch materiaal bestemd voor gebruik binnen bepaalde spanningsgrenzen.

Veeleer dan te verwijzen naar de richtlijn, dient in algemene zin te worden verwezen naar de in het Belgische recht toepasselijke regelgeving voortvloeiend uit de omzetting van de richtlijn, zonder te preciseren welke rechtsregel in de omzetting ervan voorziet. In casu schrijven men bij voorbeeld "de regelgeving inzake de veiligheids-garanties met betrekking tot elektrisch materiaal".

In het onderhavige geval hoeft immers het besluit dat de betrokken richtlijn in het interne recht omzet, niet bepaaldelijk te worden aangehaald met opgaaf van de datum en

.../...

het opschrift ervan (1). Het is immers de bedoeling dat de ontworpen tekst kracht van wet krijgt, doch volgens de regels inzake wetgevingstechniek mag een wettekst niet verwijzen naar een lagere regeling.

6. Wanneer de wijzigingen worden aangehaald die voorheen in een bepaling zijn aangebracht, moet de precieze aard ervan worden opgegeven, met uitsluiting van de wijzigingen die doelloos zijn geworden. De ontworpen tekst is niet in overeenstemming met dit gebruik.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 4

Het ontworpen artikel 92quater bepaalt dat de "operators en aanbieders van telecommunicatiediensten" technische specificaties van de interfaces moeten bekendmaken, terwijl artikel 4, lid 2, van richtlijn 1999/5/EG die verplichting uitsluitend oplegt aan "de exploitanten van openbare telecommunicatienetten".

(1) Die werkwijze wordt onder meer gevolgd in artikel 5, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 10 november 1996 betreffende de goedkeuring van eindapparaten voor telecommunicatie, waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden.

Volgens de gemachtigde ambtenaar worden in de richtlijn aldus alle personen bedoeld die diensten verstrekken op de openbare telecommunicatienetten, daar met de bekendmaking van die specificaties het volgende beoogd wordt : "permettre la conception des équipements terminaux de télécommunications capables d'utiliser tous les services fournis par l'interface correspondante". Het zou volkomen zinloos zijn de specificaties van de interfaces van de netten bekend te maken indien de interfaces van alle diensten verstrekt op dat net, daaronder begrepen die van de diensten verstrekt door andere personen dan de netoperatoren, niet eveneens worden bekendgemaakt.

Aangezien de tekst van de richtlijn dubbelzinnig is, is er grond om bij de diensten van de Commissie te informeren of de ontworpen tekst wel degelijk conform de richtlijn is.

Indien de uitlegging van de gemachtigde ambtenaar bevestigd wordt, dient hoe dan ook te worden gepreciseerd dat die bekendmakingsplicht alleen geldt voor de diensten verstrekt op de openbare telecommunicatienetten.

Artikel 6

Binnen de korte tijd die haar is toegemeten, heeft de afdeling wetgeving niet met zekerheid kunnen nagaan of die bepaling in overeenstemming is met artikel 9, lid 5, van richtlijn 1999/5/EG, aangezien die gemeenschapsregel op verschillende manieren kan worden uitgelegd.

.../...

Ook in dat geval zou het verkieslijk zijn dat de steller van het ontwerp bij de diensten van de Commissie informeert naar de uitlegging die eraan moet worden gegeven, en dat hij in voorkomend geval de onderzochte bepaling dienovereenkomstig aanpast.

Artikel 13

In het ontworpen artikel 121 wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 10 november 1996 betreffende de goedkeuring van eindapparaten voor telecommunicatie en naar het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen. Het voornoemde koninklijk besluit van 10 november 1996 wordt geciteerd in paragraaf 1, 1°, met de wijziging die erin aangebracht is. Het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 wordt zijnerzijds geciteerd met enkele van de wijzigingen ervan.

Wanneer naar een bepaling wordt verwezen en daarbij de wijzigingen van die bepaling worden opgesomd, dan wordt die bepaling vastgelegd in de lezing die geldt op het ogenblik dat de verwijzing wordt gedaan. Indien zulks niet de bedoeling is van de steller van de ontworpen tekst, behoort de vermelding van die wijzigingen te vervallen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

A. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatie-
bureau werd opgesteld en toege-
licht door de H. C. AMELYNCK,
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN